

Grève après limogeage

Le limogeage du directeur des œuvres universitaires d'Oum-El-Bouaghi n'a pas laissé indifférents les cadres et les travailleurs de cette structure. En effet, on apprend qu'un mouvement de grève a été déclenché et risque de faire tache.



Classement mondial et régional de l'université algérienne

Quand le classement commercial supplante l'académique

L'université algérienne de par son classement, le moins que l'on puisse dire controversé, obéit à des critères non pas pédagogiques ou académiques ainsi que l'entend monsieur tout le monde, mais commerciaux et publicitaires. La triche, on recrute temporairement des professeurs de haut niveau pour publier à travers le site internet de l'université des mémoires ou des résultats de recherches, ce qui permet à l'université de gagner des points dans le classement. Surtout que lesdites universités sont de statut privé alors que l'université algérienne est publique. Nonobstant, les institutions universitaires algériennes comprenant cela, ont fini par rattraper le retard enregistré jusque-là. Intervenant lors d'une conférence de presse en marge de sa dernière visite de travail dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le ministre de l'Enseignement supérieur a relevé qu'au plan pédagogique, l'université algérienne a "évolué notablement" dans les différents classements. Il a cité comme indice de cette évolution, le positionnement de l'université de Sidi Bel Abbes à la 1 725ème place dans le classement mondial de Shanghai, sur un total de 27 000 universités. Au plan régional, le ministre a observé que sur 20 universités maghrébines classées, 12 sont algériennes et sur 100 universités arabes 16 sont aussi nationales. « Ces chiffres prouvent que l'université algérienne n'est pas en retard », estimera le ministre. Par ailleurs, le ministre a, toutefois, tenu à rappeler que ce classement « est plutôt commercial,

car beaucoup d'universités qui figurent dans ce classement sont de droit privé et font donc du marketing pour attirer les étudiants, ce qui n'est pas le cas de l'université algérienne qui est publique », précisera-t-il. M. Hadjar a révélé « le recours par certains pays à la triche pour avancer dans le classement, en recrutant des enseignants pour de courtes durées pour diffuser leurs publications sur les sites web de leurs universités ». Il a, cependant, insisté sur le fait que ces classements qui « sont plutôt commerciaux, ne se font pas sur la base d'audits, mais de publications scientifiques sur les sites web des établissements de l'enseignement supérieur ». « L'Algérie s'est donc intéressée à cet aspect en améliorant les sites des universités. L'adaptation rapide et la réussite des étudiants algériens qui suivent des formations dans des universités étrangères prouvent qu'ils ont reçu une bonne formation », déclarera-t-il encore. Ce "saut qualitatif" réalisé par l'université algérienne a été aussi rendu possible par les réformes engagées ces dernières années par son département ministériel. M. Hadjar a ajouté que l'application des recommandations prises lors de la dernière conférence nationale sur le secteur de l'enseignement supérieur, permettra d'améliorer davantage la qualité de la formation au niveau de l'université algérienne. « Si le volet académique est bien pris en charge, des efforts restent toutefois à faire sur le plan pratique », jugera M. Hadjar. L'intérêt dans tout cela est que l'université, en tant que for-

matrice de l'élite, ne s'engage pas dans des chemins sans issues, en cherchant le meilleur classement par la triche ou la tromperie. Il est, certes, nécessaire de chercher le meilleur pour booster l'université vers les cimes de ses homologues à travers le monde. Nul besoin de ruser pour avancer dans le classement. « De nombreux organes d'information tombent dans le piège d'agences de publicité faisant la promotion d'universités privées, en vue d'attirer les riches de ce monde pour y inscrire leurs enfants, au détriment d'universités publiques », a soutenu le Pr. Aourag dans une déclaration, en marge des portes-ouvertes sur le Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC) de Bou Ismail. Il s'est donc étonné du fait que « 90% des premières places mondiales sont accordées à des universités privées ». S'exprimant sur le classement des universités algériennes, M. Aourag l'a qualifié d'« illogique et irrationnel », car le seul critère devant être pris en compte en la matière « est la qualité de la formation dispensée », citant pour preuve la « forte demande exprimée sur les compétences algériennes par les grandes sociétés mondiales de différents pays développés ». Vaille que vaille, la publication du classement Webometrics de janvier 2016, pour les universités et centres de recherche confirme le saut qualitatif et combien encourageant des institutions algériennes qui se maintiennent en bonne position. Diverses stratégies sont adoptées par les chefs d'éta-

blissements afin d'assurer une meilleure visibilité de leur potentiel scientifique et pédagogique. Cette prise de conscience progressive est partagée par les responsables de facultés, des laboratoires de recherche et des bibliothèques universitaires qui s'impliquent davantage dans le développement de contenus et dans la diffusion d'informations diverses à destination de la communauté des enseignants et des chercheurs. Sur quelque 25 000 institutions d'enseignement supérieur recensées à travers le monde, l'Algérie place deux universités dans le Top2000 mondial (Université Djilali Liabés et l'USTHB) et trois EPST (CERIST, CDER, CRSTRA) dans le Top1000 des centres de recherche, sur 7 500 structures classées. Sur le top20 des universités maghrébines, l'Algérie place 12 institutions, le Maroc 06 et la Tunisie 02 établissements. Enfin, sur le Top100 des universités du Monde Arabe, dominé par l'Arabie Saoudite, l'Algérie place 16 institutions. L'université Mouloud Mammeri dans tout cela ? Elle est classée sixième au plan national, 53e en Afrique, 50 dans le monde Arabe et enfin 385e dans le monde au dernier classement webometrics 2016. Il est impératif que la qualité de l'enseignement s'impose plutôt que le classement.

Sadek A. H.

Université d'Adrar: une cinquantaine de bénéficiaires de formation à l'étranger



Quarante-huit enseignants et étudiants de l'Université d'Adrar ont bénéficié cette année de cycles de formation et de perfectionnement à l'étranger, a-t-on appris jeudi du recteur de cet établissement universitaire, Salah Hamliil.

(Photo > D. R.)

LE NOM DE LA STRUCTURE APPROUVÉ EN 2008 PAR LE CHEF DE L'ÉTAT

L'université de Ghardaïa pas encore baptisée, 8 ans après



■ L'université de Ghardaïa ne porte pas encore de nom. Pourtant, le président de la République, en visite officielle dans la ville en décembre 2008, a approuvé son baptême au nom de Cheikh Tfyech. Dès lors, il est à se demander pour quelles raisons le ministère de tutelle ou bien

les services concernés de la wilaya tardent à mettre en application la recommandation du chef de l'État. Huit ans après, rien n'est fait.

Pour rappel, l'université de Ghardaïa a organisé en novembre 2014 un colloque international dédié à la mémoire et à la personnalité

religieuse de cet illustre savant algérien, natif du M'zab, ayant vécu au 19^e siècle et au début du XX^e siècle. La rencontre a servi à l'étude de ses nombreux ouvrages et à son héritage spirituel, dont sa contribution à la réforme et à l'ouverture de la pensée islamique.

PÔLE UNIVERSITAIRE D'EL KSEUR ET DU CAMPUS D'ABOUDAOU

Le wali de Béjaïa somme les entreprises d'achever les travaux dans un mois

Des chantiers relevant du secteur de l'enseignement supérieur ont été visités par le wali, Ouled Salah Zitouni, à Béjaïa, dans le cadre de la préparation de la prochaine rentrée universitaire.

«Au niveau du pôle universitaire d'El-Kseur et après avoir écouté l'exposé du bureau d'étude chargé du suivi, le wali a décidé de mettre en demeure toutes les entreprises en dépassement des délais. Il a instruit le directeur des équipements publics d'exonérer des pénalités de retard pour celles qui ont, par contre, fourni des efforts et qui ont mis les moyens nécessaires pour être au rendez-vous», note Kahina Ziani, la chargée de communica-

tion de la wilaya, qui ajoute que le wali a instruit les responsables de ces entreprises afin d'achever les travaux au plus tard le 15 juillet 2016.

Le directeur d'Algérie Telecom a été aussi instruit par le premier responsable de l'administration de wilaya afin de vérifier et de contrôler l'entreprise chargée du raccordement du campus à la fibre optique. Au cours de la visite d'inspection du projet de réalisation de la résidence 2 000 lits à

El-Kseur, le chef de l'exécutif de wilaya a donné un ultimatum à l'entreprise afin de terminer les travaux qui restent à réaliser et qui concernent 400 lits et ce, le 15 juillet 2016.

Le responsable de l'entreprise a été aussi sommé d'accélérer les travaux et de terminer la réalisation du mur de soutènement à la fin de ce mois de juin.

Concernant l'éclairage public et les VRD (voiries et réseaux divers), le wali a ordonné au directeur de les achever et de les réceptionner avant le 15 juillet de l'année en cours.

Il a été également demandé au directeur des travaux publics

de saisir l'Ana (Agence nationale des autoroutes) de reprendre les travaux d'aménagement de la carrière exploitée.

Le wali s'est aussi rendu au campus universitaire d'Aboudaou pour inspecter les projets en cours. Sur place, il a demandé des responsables des entreprises en charge de ces projets d'achever les travaux dans 15 jours, faute de quoi des pénalités de retard leur seront appliquées. Il leur a également ordonné d'enlever les roseaux et de procéder au désherbage, de diagnostiquer la climatisation et de tout nettoyer avant la fin du mois.

A. K.

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE À CONSTANTINE

Une cartographie de la ville s'impose

L'EXTENSION ANARCHIQUE à Constantine menace les vestiges des anciennes civilisations ayant traversé la ville. D'importants sites sont enfouis sous des tonnes de béton et ne seront sans doute jamais déterrés.

La réhabilitation de la vieille ville dans le cadre de la manifestation culturelle arabe a permis la découverte de bon nombre de pièces archéologiques importantes. A partir de 2014, des ossements et des tombes ont été déterrés dans les zaouias de Sidi Affen, Katania, tout comme l'on dévoilera la découverte de polychromies de l'époque ottomane et de manuscrits aux zaouias Bachtarzi et Sidi Lakhdar. A Bab El Kantara, le chantier de la bibliothèque urbaine a révélé au grand public des vestiges exceptionnels de ce qui devrait être une des portes de la ville datant de l'époque romaine, ou plus récemment encore un incroyable sarcophage déterré dans le jardin d'un habitant de la cité Emir-Abdelkader (ex-Faubourg-Lamy) sur les hauteurs de la

ville. L'ensemble de ces découvertes démontrent à quel point l'ancienne capitale numide recèle de nombreux trésors et vestiges d'une richesse inestimable.

Hélas, des archéologues nous ont fait savoir, en marge d'un colloque consacré à Massinissa au mois de mai dernier, que l'Université de Constantine n'a pas les équipements nécessaires et ne compte aucun spécialiste de la période Préhistoire. «Il y a des sites à explorer ou à revaloriser. A Aïn Nahas, nous pensons à soumettre l'idée de classer des sites menacés par les extensions urbaines. D'autres sites protohistoriques sont recensés à Aïn El Bey et Bounouara qui compte des architectures funéraires (dolmens et tumulus) et qui sont sérieusement menacés par les carrières. Quant aux stations rupestres, la plupart existent encore et restent isolées ou méconnus du

public, ce qui est une bonne chose, tandis que certaines sont menacées comme à El Khourb. Il y a donc une responsabilité à partager entre la direction de la culture et l'université, il faudrait commencer par exemple par fonder de véritables équipes de recherche puis faire le diagnostic pour pouvoir cartographier et classer les vestiges de la ville», nous dira une jeune chercheuse au département histoire et archéologie de l'Université de Constantine.

Une cartographie de la ville et sa région permettrait ainsi de classer des sites et sauvegarder le vieux patrimoine, comme cela se fait dans d'autres wilayas. Cela évitera par exemple aux propriétaires des carrières de dynamiter des grottes ou des dolmens difficilement identifiables.

■ Kaïs Benachour

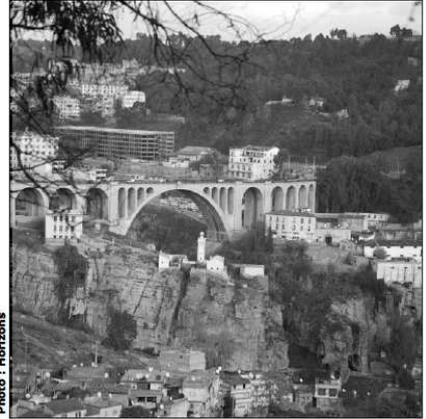


Photo : Horizons